REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET : MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX D'INSTALLATION D'EQUIPEMENT PHOTOVOLTAÏQUE SUR LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA PROVINCE NORD

La direction de l'Aménagement et du Foncier (DAF) lance, pour le compte de la province Nord (DEFIJ) une consultation pour les missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'installation d'équipement photovoltaïque sur les établissements scolaires publics de la province Nord.

1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la maîtrise d'œuvre pour les travaux d'installation d'équipement photovoltaïque sur les établissements publics d'enseignement et de formation situés sur la province Nord.

2 – Etendue de la consultation

Cette consultation est ouverte. Les documents de consultation correspondants sont publiés sur la plateforme <https://www.province-nord.nc/consultations> afin que tout opérateur économique ayant les capacités nécessaires et en situation de régularité administrative, fiscale et sociale, puisse y répondre.

3 – Répartition en lots, forme des réponses, et forme des contrats

La mission de maîtrise d'œuvre est par nature une mission globale concourant à un projet unique dont les composantes techniques de conception ne peuvent être dissociées. Cependant un allotissement est prévu par secteur géographique.

La consultation porte donc sur plusieurs lots définis comme suit :

LOT	LIBELLÉ
1	Secteur 1 _ Sud Minier - Internat de Canala - Demi-pension de Canala - Collège de Canala - Internat de Wani
2	Secteur 2 _ Côte Océanienne - Internat de Pwêédi Wiimîâ (Poindimié) - Collège de Pwêédi Wiimîâ (Poindimié) - Internat de Hienghène - Collège de Hienghène
3	Secteur 3 _ Grand Nord - Internat de Koumac - Collège de Koumac
4	Secteur 4 _ Espace de l'Ouest - Collège de Nèkô (Poya) - Collège de Païamboué

Un candidat peut soumissionner seul ou en groupement sur le ou les lots de son choix. L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la maîtrise d'ouvrage est un groupement conjoint avec un mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se

voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du maître d'ouvrage tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'analyse et l'attribution des lots sont effectuées de manière indépendante.

4 – Forme du contrat et des prix

Il s'agit d'un contrat standard à quantités définies.

Le démarrage des missions se fait sur ordre de service, par un écrit ou à la notification du contrat à l'attributaire.

Les délais relatifs au contrat sont précisés à l'article 5 du projet de convention.

5 - Questions, réponses, modifications

Toute question des candidats sera envoyée au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres à l'adresse email suivante : consultation-spi@province-nord.nc ou fixalen@province-nord.nc

Les réponses et les éventuelles modifications de la consultation seront envoyées en temps utile à l'ensemble des candidats si elles impactent la teneur de la consultation.

6 – Documents à remettre par les soumissionnaires

Chaque soumissionnaire doit remettre une offre constituée comme suit :

- a) Un document de présentation succinct comportant références, chiffre d'affaires, statistiques, moyens humains et techniques, qualifications, savoir-faire lié à des expériences particulières touchant à l'objet des prestations objet de la présente consultation ;
- b) Une attestation sur l'honneur indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, et qu'il est en situation régulière vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales ;*
- c) le projet de contrat ci-joint, soigneusement complété, paraphé à chaque page, et signé par les personnes habilitées à représenter le candidat ;
- d) Un mémoire technique précisant la manière particulière d'intervenir pour l'exécution du contrat ainsi que la réponse aux critères de valeur technique précisés à l'article 9 ci-après.

En cas de sous-traitance, les pièces a) et b) doivent être présentées pour chacun des sous-traitants, et les annexes de sous-traitance du contrat devront être complétées et signées.

** Si son offre est retenue, le soumissionnaire devra fournir dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la réception de la demande de l'acheteur public :*

- RIDET ;
- un extrait K-bis attestant de la non-faillite de l'entreprise datant de moins de 3 mois ;
- attestations fiscales pour l'année en cours ;
- attestations CAFAT / RUAMM pour le dernier trimestre exigible à la remise de l'offre ;
- RIB ou RIP.

Il devra fournir dans le même délai les mêmes pièces justificatives pour chacun de ses éventuels sous-traitants.

A défaut de fourniture des pièces conformes dans le délai prescrit, l'offre sera éliminée.

7 - Conditions formelles de remise de l'offre

L'offre (constituée des documents listés à l'article 6) doivent être remis en une seule fois selon la ou les modalités suivantes :

L'offre peut être remise sous format papier : les documents doivent être placés dans une seule enveloppe fermée portant uniquement les mentions suivantes :

Direction de l'Aménagement et du Foncier
BP 41 – 98860 Koohné (Koné)

Consultation pour :

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX D'INSTALLATION D'EQUIPEMENT
PHOTOVOLTAÏQUE SUR LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA PROVINCE NORD

A N'OUVRIR qu'en séance de dépouillement

L'offre peut être remise par email à l'adresse suivante daf-secretariat@province-nord.nc

L'offre doit parvenir dans les conditions de date, d'heure et de lieu indiquées dans l'avis de consultation ou ses modificatifs.

Par mesure d'égalité de traitement, toute offre remise après la date et l'heure limite ne sera pas prise en considération.

8 – Offres irrecevables

Les dispositions suivantes sont applicables lot par lot.

Les offres reçues dans les délais seront jugées irrecevables et éliminées si elles tombent dans l'une des catégories suivantes.

Offre inappropriée : offre qui ne répond pas au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Offre irrégulière : offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable. Toutefois, l'administration peut régulariser toutes les offres irrégulières dès lors qu'il ne s'agit pas d'éléments substantiels de l'offre (notamment prix, délais, éléments du mémoire technique définis par le soumissionnaire).

Offre inacceptable : offre dont le prix global est supérieur de plus de 30% à l'estimation administrative fixée avant le lancement de la consultation.

Offre anormalement basse : offre dont le prix global est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du contrat.

Toutefois, l'administration peut accepter une offre qui semble anormalement basse, après que le soumissionnaire ait apporté les justifications objectives et pertinentes pour son niveau de prix sur demande de l'administration.

9 – Critères d'évaluation des offres recevables

Les dispositions suivantes sont applicables lot par lot.

L'offre de chaque soumissionnaire sera évaluée sur la base des critères suivants :

Critère prix sur 50 points maximum

L'évaluation sera faite par comparaison du prix global entre les offres recevables reçues des soumissionnaires.

Critère valeur technique sur 40 points maximum

L'évaluation sera faite sur la base des éléments fournis par le soumissionnaire dans un mémoire technique ayant trait aux différents sujets suivants :

- Méthodologie de mise en œuvre des missions, spécifique à l'opération (10 pts)
- Références sur opération similaire (6 pts)
- Moyens techniques (4 pts)
- Moyens humains (expertises, qualifications sur l'ensemble des domaines techniques concernées) (6 pts)
- Planning prévisionnelle (en semaine), délais avec une réflexion sur le suivi des travaux (multisites – presque en simultané) et adapté à la méthodologie d'intervention proposé (8 pts)
- Autres éléments techniques pouvant valoriser l'offre (6 points)

Les éléments du mémoire technique doivent aussi permettre d'apprécier la capacité du prestataire à réaliser deux lots en simultanés.

 Critère délai sur 10 points maximum

L'évaluation sera faite par comparaison entre les offres recevables reçues des soumissionnaires sur les délais proposés par chaque soumissionnaire.

Les méthodes de notation utilisées seront les suivantes :

Formule, pour les critères quantitatifs : prix et délais

Note attribuée = note maximale du critère x (paramètre le moins élevé parmi les candidats) / (paramètre du candidat analysé).

Echelle de notation, pour les sous-critères de valeur technique :

Note attribuée = note maximale du sous-critère x coefficient de l'échelle de notation ci-dessous.

- Réponse très satisfaisante (excellente) : 100 % de la note maximale
- Réponse satisfaisante (bonne) : 75 % de la note maximale
- Réponse passable (moyenne) : 50 % de la note maximale
- Réponse insuffisante (médiocre) : 25 % de la note maximale
- Éléments non fournis ou inexploitable : 0 % de la note maximale

Pour un critère donné, la meilleure soumission doit en fin de compte bénéficier de la note maximale prévue pour ce critère afin d'éviter de fausser le poids relatif des critères. Lorsque la notation appliquée ne conduit pas à ce résultat, les notes de toutes les soumissions pour ce critère donné sont recalculées proportionnellement afin d'atteindre ce résultat.

Chaque note de sous-critère ou de critère est arrondie à la 1ère décimale, quelle que soit l'étape de calcul.

10 - Suites de la consultation

Les dispositions suivantes sont applicables lot par lot.

Le soumissionnaire le mieux classé sera attributaire du contrat, sous réserve de vérification de la régularité fiscale et sociale.

Si la différence de note globale entre les offres les mieux classées est inférieure à 2,5 points, l'acheteur pourra décider de les considérer comme équivalentes et de choisir l'offre qui lui semble le plus profitable.

Toutefois, si aucune offre n'est jugée satisfaisante, l'administration peut consulter de nouveau l'ensemble des soumissionnaires en vue de parfaire leurs offres ou de négocier les prix, sans remettre en cause les éléments essentiels de la consultation.

Par ailleurs, elle reste discrétionnairement libre de ne pas donner suite à la présente consultation.

11 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de trois mois. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Directeur de la Direction de l'Enseignement,
de la Formation, de l'Insertion
et de la Jeunesse de la province nord

M. Alexis LABAU